

Sérieux revers pour le candidat officiel Shadary

RD Congo L'Union européenne prolonge d'un an ses sanctions contre lui.

Sérieux revers pour le dauphin choisi par le président congolais Joseph Kabila, hors mandat depuis deux ans. Le Conseil des ministres européens des Affaires étrangères a en effet prolongé, lundi, les sanctions décidées en décembre 2016 et mai 2017 contre 14 personnalités du régime Kabila en raison de leurs actions pour entraver les élections ou de leur responsabilité dans des violations des droits de l'homme. Emmanuel Ramazani Shadary, candidat officiel à la présidentielle du 23 décembre, en fait partie.

Ces sanctions - gel des avoirs et interdiction de visa pour entrer dans l'UE - pourront être "adaptées" en fonction de la manière dont se dérouleront les élections du 23 décembre.

Or, elles semblent devoir être peu crédibles en raison du manque d'indépendance de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni); de son obstination à imposer la machine à voter en dépit de la loi et à refuser l'audit de son logiciel; de la contamination du fichier électoral par 6 millions d'"électeurs" (soit 16,6% de l'électorat) à l'identité douteuse; de l'utilisation par le candidat officiel des biens et du personnel de l'État, contraire à la Constitution et la loi électorale.

Martin Fayulu, cible du pouvoir

La distorsion de l'égalité de traitement requise entre tous les candidats a été éclatante le week-end dernier. Le candidat de la coalition d'opposition Lamuka, Martin Fayulu, a été reçu samedi par une marée humaine à Kisangani, qui n'est pourtant pas son fief: l'homme est populaire à Kinshasa et dans son Bandundu natal mais était jusqu'ici peu connu dans le reste du pays.

Visiblement effrayées par ce succès, les autorités kabilistes l'ont, dimanche, empêché d'atterrir à Kindu, la capitale du Maniema (centre du pays). Le candidat officiel en est originaire et le régime craignait un accueil plus enthousiaste pour l'opposant que celui réservé au fils du pays. Quatre hélicoptères et un Antonov 72 de l'armée se sont donc posés sur l'aéroport de Kindu, empêchant l'avion de Fayulu de s'y poser.

Miliciens et planches à clous

Selon l'opposition, la police avait en outre réquisitionné "les motos-taxis pour empêcher les gens d'aller à l'aéroport". Elle a dispersé au gaz lacrymogène les nombreux partisans de Fayulu qui faisaient route vers l'aérodrome pour l'accueillir.

Selon la directrice de campagne adjointe de la coalition d'opposition Lamuka, Eve Bazaïba, des miliciens aux couleurs de Shadary, armés de "planches à clous" et "appuyés par la Garde républicaine" (la garde prétorienne de Joseph Kabila), ont pourchassé les partisans de Fayulu; ces milices, a-t-elle déclaré, sont dirigées "par le ministre des Finances de la province du Maniema", Pascal Omana Bitika.

Enfin, plusieurs sources ont signalé le discours "tribaliste" du se-

crétaire général adjoint de la Majorité présidentielle, Joseph Kokonyangi - originaire du Maniema - appelant à chasser de la province de Shadary son rival du Bandundu.

Selon M^r Georges Kapiamba, président de l'ONG de défense des droits de l'homme ACAJ (Association con-

golaise pour l'accès à la justice), les violences à Kindu ont fait "8 blessés graves, dont 4 par balles réelles; trois bureaux de partis membres de Lamuka (PND, MLC et JMMK) saccagés et plusieurs personnes arrêtées". L'Acaj a "dénoncé l'implication de certaines autorités locales" dans les violences.

Lundi, Martin Fayulu a de nouveau été reçu par des milliers de personnes à Bukavu, capitale provinciale du Sud-Kivu - province considérée comme le fief de Vital Kamerhe qui, avec Felix Tshisekedi, a fait défection le mois dernier de la coalition d'opposition après que les deux hommes se sont engagés par écrit à la soutenir.

Marie-France Cros

Plusieurs sources signalent le discours "tribaliste" du secrétaire général adjoint de la Majorité présidentielle.